

Numéro spécial

revue semestrielle

volume hors série

novembre
2012

Résolang

Littérature, linguistique & didactique

Dire, écrire, représenter,
lire l'Histoire

ISSN 1112-8550

La revue *Résolang* entend promouvoir, en littérature, linguistique et didactique françaises et francophones, une recherche fondée sur le dialogue entre les disciplines et le réseau des chercheurs et équipes de recherche qui s'y consacrent, au sein des universités algériennes et avec leurs partenaires internationaux.

Attachée à refléter une recherche vivante et actuelle, elle s'ouvre aussi bien aux études des jeunes chercheurs et doctorants qu'à des programmes thématiques sollicitant des spécialistes d'origine géographique et de champs disciplinaires les plus divers.

Résolang ne publie que des articles inédits écrits en français. Les contributions présentées dans chaque numéro sont soumises à l'aval du conseil scientifique et d'un comité de lecture international anonyme.

Comité d'édition

Présidente : Rahmouna Mehadji Zarior, *Université d'Oran*

Fewzia Sari Mostefa-Kara, *Université d'Oran*

Anne-Marie Mortier, *Université Lyon 2*

Conseil scientifique

Président : Bruno Gelas, *Université Lyon 2*

Boumediène Benmoussat, *Université de Tlemcen*

Jacqueline Billiez, *Université Grenoble 3*

Jean-Paul Meyer, *Université de Strasbourg*

Hadj Miliani, *Université de Mostaganem*

Fewzia Sari Kara Mostefa, *Université d'Oran*

Djamel Zenati, *Université d'Alger*

Secrétariat de rédaction

resolang@gmail.com

Université d'Oran – Faculté des lettres, des langues et des arts

B.P. 1524, El M'naouer, Oran 31000

Directeur de la publication

Monsieur le Recteur de l'Université d'Oran

Les conditions de soumission des articles, les recommandations aux auteurs, la charte typographique de la revue et les mentions légales sont consultables sur les sites :

site d'information : <http://sites.univ-lyon2.fr/resolang/>

site institutionnel : <http://www.univ-oran.dz/revues/ruo/resolang/>



B.P. 1524, El M'naouer, Oran 31000, Algérie

Dire, écrire, représenter, lire l'Histoire

HADJ MILIANI

Avant-propos

Écrire, raconter l'histoire : un questionnement complexe 3

FATÉMA KADI-BAKHAÏ

Les Algériens et leur histoire 7

FAOUZIA BENDJELID

La confluence des mémoires collective et individuelle
dans *L'Amante* de Rachid Mokhtari 11

AICHA BOUABACI

Extraits du roman inédit

Les secrets de la cigogne (Saïda 1997) :
« La guerre est finie » 27

Des soldats germaniques à Saïda 30

MILOUD PIERRE BENHAIMOUDA

Histoire et romans policiers d'Algérie 33

BOUZIANE BEN ACHOUR

Écrire le roman :
écrire c'est pervertir le réel 59

DENISE BRAHIMI

La guerre d'Algérie dans le film *Hors-la-loi* 63

ABDELKADER GHELLAL

Ma destinée était écrite quelque part – Roman 71

DAHO DJERBAL

De la difficile écriture de l'histoire d'une société (dé)colonisée
Interférence des niveaux d'historicité et d'individualité historique 79

HAMID GRINE

Le présage 89

ABDELLALI MERDACI

Mohammed Dib dans l'Algérie coloniale :
Variations sur l'auteur 93



De la difficile écriture de l'histoire d'une société (dé)colonisée

Interférence des niveaux d'historicité et d'individualité historique¹

La ligne de partage de la raison historique

Pour entrer de plain-pied dans la dispute, disons qu'au début de mes travaux de recherche, j'étais parti avec l'idée que l'histoire de la France contemporaine, c'était aussi d'une certaine façon, l'histoire de l'Algérie coloniale. Avec le temps, j'ai fini par constater qu'en France, il y a une historiographie de la France coloniale mais pas une histoire de l'Algérie colonisée. D'une certaine façon, on ne peut pas dire que l'histoire des conquêtes coloniales ait créé un espace commun, au sens au sens où cet espace serait partagé.

Une ligne de démarcation philosophique et pratique partage la raison historique. Elle n'est pas seulement le produit du développement inégal de la recherche. Elle passe par la différenciation/exclusion. En clair, il n'y a qu'un sujet qui élabore, qui met en œuvre et qui définit le passé, le présent et le futur, ce que l'on doit dire et ce que l'on doit taire, ce que l'on doit conserver et ce que l'on doit détruire : c'est le dominant. Le dominé, le colonisé (ou ses héritiers) est renvoyé à une zone d'ombre, un second collège de la pensée, une portion congrue de la mémoire. Au fond, quand il revendique d'être le sujet de sa propre histoire, il devient insupportable, inaudible, il terrorise. On coupe.

Au fond, pour réfléchir à cette situation, sans faire de procès d'intention, nous pouvons dire que tout se passe comme si le regroupement des harkis, dans des camps du sud de la France après 1962², n'avait été que la matérialisation physique (territorialisée) de ce qu'il y avait depuis toujours dans la pensée des FSE, « Français de souche européenne »³, et des « Français de France » aussi. Les harkis sont pourtant des personnes qui ont apporté une contribution à la France coloniale, qui se sont sacrifiés pour elle ; la France en a retiré des bienfaits plus ou moins « glorieux ». Ils ont continué à être

1. Communication faite à Athènes et Minneapolis et parue précédemment en Grèce, dans la revue *Historein: a review of the past and other stories*, n° 10, 2010.

2. Date de l'indépendance de l'Algérie et de la séparation d'avec l'ancienne métropole.

3. Expression utilisée dans les documents civils et militaires français pour désigner les populations d'origine européenne.

considérés comme des FSNA, des « Français de souche nord-africaine ». En 1962, les pieds-noirs d'Algérie sont restés citoyens Français à part entière ; les FSNA sont restés Français *d'origine nord-africaine*. C'est l'expression même de l'inachèvement, dans la pensée comme dans la pratique politique, de l'échec de l'intégration de cette population auxiliaire au titre de citoyens français à part entière (intégrés / assimilés?).

Que dire alors de ceux qui se sont battus pour l'indépendance de leur pays, pour l'émancipation de la domination coloniale ? Dans le meilleur des cas, et dans l'historiographie « de gauche », ils sont généralement présentés comme de petits tyrans locaux, des chefs de factions, des signes avant-coureurs du despotisme que subissent aujourd'hui les pays ex-colonisés, les post-colonies selon une terminologie empruntée aux anglo-saxons. S'ils ont été quelque part sujets de leur propre histoire, ils sont sujets de l'histoire du despotisme et de la tyrannie et non pas de celle de l'émancipation et de la liberté.

Chez certains historiens, les seuls vrais nationalistes algériens ont été les communistes d'Algérie (européens pour la plupart ou algériens européanisés) pour qui l'engagement n'avait pas de lien avec la communauté première (la tribu) ni avec le sacré (le religieux) ! C'est eux seuls qui portaient l'idée d'une nation supra-communautaire, une nation citoyenne dépouillée de ses sacrements religieux, une nation laïque et progressiste (ou prolétaire).

Alors, en fait et pour finir, il y a bien deux histoires : une histoire de la France coloniale avec ses institutions et ses hommes, et une histoire de l'Algérie, de ses institutions et de ses hommes. Il n'y a pas d'histoire commune ni de processus ontologique ; il y a des histoires concomitantes, entrecroisées. En clair, il est nécessaire non pas de décoloniser l'histoire (M.C. Sahli), mais de faire en sorte que les historiens algériens achèvent de libérer leur pensée et élaborent leurs propres paradigmes.

Pour une autre épistémè

La colonie engendre inévitablement la confusion puisqu'elle consiste en le maintien, à l'intérieur des frontières du pays colonisateur, frontières établies par la force, d'une différenciation de type national / étranger ; je dirai plutôt citoyen / sujet colonial ou citoyen / non-citoyen ou encore citoyen / citoyen périphérique. On peut croire que les nouveaux historiens se rendent compte de cette ligne de partage ; en réalité, ils ne le font pas. Est-ce dû au poids d'une pensée dominante conservatrice ? Est-ce dû au rétrécissement du champ de la pensée critique ?

En bref, l'Algérie reste encore dans les sciences historiques et politiques françaises (occidentales) du domaine du refoulé, de l'impensé, voire de l'impensable.

Le malaise tient au fait qu'il y a une trop grande différence dans l'accumulation du savoir : dans nos pays, nous souffrons d'un lourd handicap ;

nous ne sommes pas à jour dans nos lectures ; nous sommes dans une position subalterne ou mineure ; toujours à demander d'être reconnus par nos pairs et d'être admis dans la cour des grands. Nous avons besoin d'un temps plus long pour pouvoir nous mettre à niveau, parler le même langage ou du moins employer le même vocabulaire et montrer que nous avons les mêmes références. La performance c'est parler comme l'autre. Jean Pierre Faye appelle cela *l'effet du récit* : « Rapporter le récit, c'est se donner le pouvoir du rapport : de la mise en rapport et de la mesure de celui-ci » (Faye 1972, p.3). Nous sommes pourtant continuellement face à une mise en demeure, celle de maîtriser deux savoirs, deux récits : le récit qui pourrait nous permettre de donner du sens à notre propre histoire et le savoir qui pourrait nous permettre de dialoguer avec l'autre pour donner du sens à sa propre histoire à lui.

Il s'agit de laisser place à une autre épistémè, à une forme de pensée qui prendrait en charge l'existence de l'autre comme sujet, qui le remettrait au coeur de la réflexion et lui permettrait de produire ses propres catégories. Le poids des interpellations de la société dans laquelle nous vivons n'est pas négligeable. La société algérienne continue à être secouée de manière récurrente de mouvements compulsifs tant qu'elle n'a pas mis en parole ses traumatismes et tant qu'elle n'a pas pris pour objet de connaissance ses différences et ses contradictions internes.

Il y a des sujets sur lesquels nous ne nous sommes pas assez penchés : des faits, des modes de pensée et d'agir qui nous sont propres. Entraînés par la force des lieux de validation et de valorisation du savoir nous les avons mis de côté pensant qu'ils seraient incompréhensibles, inaudibles. Nous les avons mis dans un ailleurs difficilement atteignable. Or, c'est dans ces façons de penser et d'agir des populations autochtones, des auxiliaires de l'administration coloniale, des communautés, des individus aussi, que l'on peut mieux comprendre les crises que nous avons vécues et continuons à vivre en Algérie. L'histoire de l'Algérie n'est pas seulement celle des héros et des saints, ce n'est pas non plus celle des seules institutions françaises, ni celle de ceux qui ont été acculturés dans le cadre des valeurs françaises (occidentales).

J'ai donc commencé à travailler sur les « élites locales » (la terminologie est française), les agents « indigènes » des autorités coloniales françaises. Dans ce corps social, ce qui m'a intrigué, c'est le facteur oscillant. Des gens triés sur le volet en fonction de leur loyauté, de leur fidélité, de la continuité dans leur rapport de subordination à l'autorité française : comment pouvaient-ils subitement entrer en dissidence, contester l'autorité française et devenir des leaders politiques de « la rébellion » ? J'ai voulu en faire une sorte de sociologie historique des acteurs de notre histoire (dans ou hors de l'administration coloniale, dans ou hors du parti nationaliste). Cette anthropologie, cette histoire, n'est pas celle de la France en Algérie mais celle d'une Algérie en train de sortir de la France ; c'est l'autre versant.

Cela revient à chercher à savoir comment se sont fabriquées, se sont construites historiquement les formes de la représentation légitime, les rapports de pouvoir et d'autorité. Mais pour ce faire, il faut se libérer de la surdétermination coloniale (au sens fanonien du terme) qui ne retiendrait que les catégories de l'histoire coloniale française.

Le paradigme pronominal¹

En me rendant régulièrement en France, à l'invitation de mes amis et collègues historiens et politologues, il m'a été donné de sentir une sorte de classicisme académique dominant dans les travées des différentes facultés et grandes écoles. Tout se passait comme si les grandes avancées de l'école des Annales et de la pensée critique, en philosophie comme en sciences humaines, avaient atteint (avec le déclin du XX^e siècle) leur bassin versant et s'érigeaient en sorte de savoir pour sociétés savantes (établissements de formation des nouvelles élites) ou en bureaux conseil pour les bons usages du Prince.

Je dis cela sans préjugé aucun sur l'importance des ressources bibliographiques, l'intelligence et l'acuité du regard spécialisé que portent les spécialistes sur les différents types de société prises par eux comme objet de connaissance.

Ma critique porte principalement sur la pertinence du modèle qui me semble se dégager des approches ainsi solidifiées et érigées en système référentiel unique sinon univoque, reléguant dans l'atypique ce qui ne rentre pas dans le prisme de l'énoncé paradigmatique.

Dans leur présentation du Tome III de *l'Histoire de la France politique*, Serge Bernstein et Nicolas Rousselier abordaient, en janvier 2003, la question de « l'invention de la démocratie » en France. J'avais beaucoup appris ce soir-là de cette somme impressionnante de travail d'historiens du contemporain.

Au fur et à mesure de leur exposé se dégageaient les éléments d'une architecture finement ciselée où trônaient les grandes figures de l'État, ses modes de représentation et d'action ; celles des régimes politiques en corrélation avec les états successifs de la société française ; la construction des sociétés politiques avec l'instauration progressive d'une culture politique ; et enfin, les enjeux du débat politique relevant quant à eux de la conjoncture.

Ainsi apparaissait clairement un ensemble d'où émergeaient les notions capitales (sinon cardinales) de **l'État** (pouvoirs publics), de **la Nation** (ensemble des *individus* adultes perdant leur statut de sujet pour devenir des acteurs politiques) et de **la Société** qui, dans son évolution, tentait de déboucher sur un compromis instable entre souveraineté nationale et autorité

1. Conception théorique dominante ayant cours à une certaine époque dans une communauté scientifique donnée, qui fonde les types d'explication envisageables, et les types de faits à découvrir dans une science donnée.

despotique, droit divin et libéralisme aristocratique ou encore entre libéralisme et césarisme.

De toute cette évolution naissait et s'affirmait un **espace politique national**, une **acculturation des pratiques politiques dans la masse** (*politisation des masses*) et une **substitution progressive de la violence par le bulletin de vote** (*les vaincus acceptent le verdict des urnes*). En effet, durant tout le XIX^e comme pendant une partie du XX^e siècle apparaissent les prémices puis les fruits mûrs d'une **République parlementaire** avec sa culture républicaine, son espace public et ses citoyens. Ainsi s'instaurait la force et la prégnance de l'État français garant de l'**intérêt général** avec ses fonctionnaires républicains, ses instituteurs et son armée. Face à cela, dans la **société civile**, le magistère catholique est remplacé par le magistère laïc, naissent et prolifèrent les réunions publiques, la presse plurielle alors que l'élection concurrentielle prend la place de l'élection non concurrentielle.

Je passe sur tous les développements d'une telle irruption de la politique moderne dans une société développée comme la société française.

Le malaise que je ressentais venait de quelques réminiscences de mes travaux de terrain sur l'Algérie des années trente et quarante du XX^e siècle, en particulier sur le regard que portaient ces mêmes fonctionnaires républicains (deuxième et troisième républiques) sur nos « indigènes » à nous. Ainsi, l'administrateur de la Commune Mixte de la Soummam relevait dans ses observations générales l'« inaptitude des cerveaux berbères à s'élever du particulier au général. L'intérêt privé demeure la loi. Le compromis des intérêts divers, l'œuvre de synthèse que nous attendons d'une assemblée délibératrice sont hors de portée de nos paysans. Et ceux qui font partie de ces assemblées sont des notables qui, par leurs voyages, leurs contacts, ont l'esprit le plus ouvert aux concepts nouveaux. On juge de l'état d'esprit de la masse par celui de cette élite ».

En effet, travaillant moi-même sur les événements récents d'une Algérie en crise, je me suis mis à classer dans **la marge** ou **l'informel** ce qui ne rentrerait pas dans le cadre de cette irruption de la modernité de l'État républicain (agent régulateur central logique) dans une société à peine sortie de l'économie d'autosubsistance. En fait, reprenant consciemment ou inconsciemment le modèle d'analyse ci-dessus développé, dans lequel notre génération a été formatée (acculturée), je reléguais toutes les manifestations politiques de ma société (en particulier celles de la violence nue) dans une sorte de soubresauts préfigurant l'accouchement difficile du modèle français de l'État républicain. Le malheur, c'est que cette dite transition demeurerait comme bloquée dans un mouvement compulsif de manifestations pré-politiques et plutôt barbares.

À la place de l'État administratif incarnant l'intérêt général, de ses fonctionnaires républicains, de son armée républicaine, de ses corps de métier et de ses corporations, à la place des élus qui sonnaient la fin des notables traditionnels se manifestaient dans toute leur ampleur, l'État patrimonial, la prédation et la captation de la rente.

Dans mon travail de recherche et dans mon enseignement, je me suis rendu compte que le discours politique du mouvement nationaliste d'une manière générale, le discours indépendantiste d'une manière particulière, n'était en fait que le discours du dominant mais renversé. En caricaturant à peine, le discours du dominant disait ceci : « Non, vous n'avez jamais été une nation ! Vous êtes un pays de barbarie ! ». Comme en écho, celui des nationalistes répondait : « L'Algérie a toujours été là ! Nous avons toujours été un peuple qui a de tout temps combattu l'occupant ! »

Tout se passe comme si c'était toujours le même discours, mais seulement avec des signes opposés. C'est cela aussi l'aliénation du discours nationaliste ou de « l'histoire officielle ».

Plus encore, l'historiographie de l'Algérie contemporaine ne prenait en considération et ne traitait que des questions politiques nées dans le giron de la France, comme si tout partait d'une même matrice. Que ce soit les référents de la république parlementaire, de la démocratie citoyenne ou les référents du mouvement social bolchevisant, tout part des mêmes catégories de pensée. En fait, qu'ils aient été de droite ou de gauche, les expressions politiques des Algériens au cours du XX^e siècle, et à leur suite l'historiographie, sont nées et se sont exprimées dans un champ sémantique français.

Pourtant, nous avons aussi des points aveugles quand nous nous regardons nous-mêmes : dans les mouvements contemporains, qu'ils soient politiques, sociaux ou religieux, il y a des sources ou des courants de pensée, des fondements du penser et de l'agir, qui appartiennent à l'Orient de manière générale et à l'Orient musulman en particulier. Ils ont été pendant très longtemps refoulés, marginalisés, minorisés sinon ignorés. Ils ont été refoulés du fait de la domination du discours dit moderniste ; celui qui parle de la formation de l'État (moderne) et de la nation (citoyenne).

Prégnance dans la pensée du champ sémantique français, permanence dans la longue durée des référents élaborés dans un ailleurs extra-territorial, mais aussi prégnance et permanence du système institutionnel français au point que tout ce qui va fonder l'État algérien n'est que la reconduction pure et simple des appareils administratifs et militaires, des systèmes juridiques français.

Le retour du refoulé ou de l'inadéquation des formes

Il se trouve qu'en histoire, le réel peut être étouffé, refoulé, maintenu sous l'étau, mais il finit toujours par revenir brutalement sur la scène. Les réalités premières, les éléments constitutifs de la société algérienne tant dans le champ de la représentation symbolique, de l'expression politique que dans celui des institutions, tout cela va faire entrer en crise l'Algérie indépendante. Et c'est une crise grave qui s'exprime par l'émergence de mouvements violents, de formes d'expression, de contre-pouvoirs qui apparaissent de prime abord comme étant au moins paradoxaux, au pire

irrationnels, incompréhensibles au point qu'on ne les a pas vus venir. Donc, là se pose la question, à la base, des éléments constitutifs du champ sémantique, ou de l'épistémè. Nécessité donc de revenir aux faits dans leur manifestation immédiate, dans leur durée et dans leurs formes évolutives. Et ceci, non pas seulement pour faire de l'événementiel ou de l'histoire au sens classique du terme mais surtout pour tenter de fabriquer des outils d'analyse plus en adéquation avec leur propre objet.

Il faut revenir au point de départ. La colonisation a été d'abord et avant tout un processus brutal d'expropriation. Dans mon étude sur l'évolution de la propriété foncière dans les plaines intérieures de l'Oranie, je m'étais rendu compte d'un fait : dans ce processus de longue durée d'expropriation, de déplacement des populations et de cantonnement, dans ce processus de paupérisation généralisée, se mettait en place au sein de la paysannerie algérienne un dispositif de survie qui était en fait une forme de résistance. Face à la désintégration des formes collectives d'appropriation et d'échange au bénéfice du marché capitaliste colonial, les formes communautaires et collectives s'exacerbaient dans la production comme dans l'échange et la consommation. Nous avons une double histoire : mise en place d'un mode de production et d'échange capitaliste colonial ; et parallèlement, mise en place d'un système d'association et de mise en commun, de survie, pour éviter la désintégration complète, la misère et la famine.

Le système colonial a produit de nouveaux agents sociaux, des ouvriers et employés, des formes particulières d'individuation, mais il a aussi produit des formes communautaires et collectives qui ont été tout sauf des survivances de la tradition.

Au lieu de reprendre l'historiographie française coloniale et son dualisme : moderne/traditionnel, j'ai essayé de montrer que ces formes dites traditionnelles sont l'expression même de la modernité. Elles seront là en attente de formes de représentation politique, sociale, et idéologique adéquates. Les formes collectives et communautaires m'apparaissaient comme la réponse à la dépossession.

Du coup il y a deux histoires : celle du système colonial et celle de son contre-système. Au fond, les pistes nouvelles de recherche ne collent plus au champ de l'historiographie coloniale et à son champ sémantique. C'est là que la transversalité des approches, que la transdisciplinarité prend du sens. On va chercher en anthropologie, en philosophie, en sociologie ce que l'historiographie classique ne donne pas ou pervertit dans son langage et dans son vocabulaire, dans sa spécialisation académique.

Les questionnements actuels

La question de l'individu comme sujet conscient et agissant

Ces deux dernières décennies ont été tragiques dans l'histoire du temps présent. En Algérie, des soubresauts ont agité la scène sociale et politique au point qu'ils ont fait courir le risque d'un véritable effondrement de l'édifice d'un État et d'une nation souveraine si chèrement conquis. Pour ce qui

me concerne, c'est bien cette question de l'abondance du chaos, celle d'un ordre matériel impossible à maintenir que celle d'une raison tout aussi impossible à rendre qui me paraissait centrale.

Saïd Chikhi, philosophe et sociologue du mouvement social, est le premier à saisir les contours d'une crise qui va connaître un de ses points d'orgue en octobre 1988. « Lorsque le soulèvement d'octobre (1988) éclate, disait-il, c'est tout le pays qui s'est évanoui dans la crise. La société est alors sans boussole, les rapports sociaux sont en pleine décomposition, les discours des professionnels de la politique et des clercs sont creux et la scène du mouvement social est vide ».

C'est dans l'entrelacement de ces lignes écrites au cœur même de la tourmente que vont se dessiner pour nous les contours d'une interpellation critique par notre propre société. Comment en effet, une société peut-elle ainsi défaillir et voir sa substance se déverser par les marges comme le liquide qui se répand d'un vase qui se fracasse ? Comment les forces sociales organisées peuvent-elles se désujettiser au point de ne plus être en mesure de « conduire le changement historique » ? La répression par le pouvoir politique en place de tout mouvement d'opposition organisé et le refus de l'institutionnalisation du conflit social étaient-ils suffisants à expliquer de tels phénomènes ?

Il nous a fallu revisiter la question du sujet car l'abstraction qui sous-tend l'opposition rigoureuse entre le collectif et l'individu ne peut manquer d'apparaître lorsqu'on s'attache à définir la notion même de conscience collective. La fiction d'une société-sujet (ou d'un peuple-sujet) possédant sinon une consistance, du moins une conscience propre indépendamment des sujets individuels qui la constituent, méritait-elle d'être abordée ?

C'est dans les domaines occultés que sont le social et la subjectivité que nous avons cru percevoir le désarrimage par rapport au pôle symbolique. Cette rupture du lien social, cette négation de la subjectivité permettait de mesurer l'ampleur des dégâts causés... mais aussi des dégâts à venir...

Depuis des années déjà, la question d'une « accumulation primitive inachevée », d'une « transition bloquée » semblait avoir été délaissée pour une lecture des faits prenant en compte les notions de télescopage ou d'enchevêtrement des niveaux de la pratique et de la conscience sociales. Ce sont les sociologues qui, les premiers, ont souligné l'apparente aberration des formes, suivis en cela par les historiens puis par les politologues et autres anthropologues. Djillali Liabès a été un de ceux qui ont perçu cet aspect des choses. La notion de coexistence, d'entrelacement propre à « une société composite », lui faisait supposer que chaque « pan » de la société, chaque facette du comportement des agents sociaux s'organisait selon une temporalité propre, une logique peut-être, qui entrerait en contour « d'extériorité » avec les autres logiques.

Partant du même constat à quelques années près, les politologues ont repris le fil de l'analyse. Avec Mohammed Hachemaoui, ils ont tenté de

montrer comment le *jeu politique* s'emboîte dans le *jeu social* ; comment État et société sont structurellement enchâssés par clientèles, appareils, groupes interposés. Ils se demandaient si, finalement, nous n'étions pas dans la voie qui nous mènerait à ce sujet-conduisant-le-changement. Serait-il non pas dans la fiction d'une société-sujet (ou d'un peuple-sujet) comme nous le disions au début de notre propos, mais dans celle de toutes ces instances, enkystées dans la société et enchâssés dans l'État ?

Voilà en quelques mots ce que nous entendions par créer un espace à la réinterprétation des faits sociaux en donnant droit à une approche critique des savoirs établis.

RÉFÉRENCES

- BERSTEIN Serge, WINOCK Michel (dirs). 2002. *Histoire de la France politique*, Tome 3: *L'Invention de la démocratie: 1789-1914*. (Coll. L'Univers historique). (Réédité en 2008 dans la collection Points Histoire.)
- CHIKHI Saïd: «Algérie, du soulèvement d'octobre 1988 aux contestations sociales des travailleurs.» in Djerbal Daho, Benguerri Mohamed (dirs). 2001. *Mouvement social et modernité, Hommage à Saïd Chikhi*, Éd. NAQD/SARP, Alger, mars 2001. Traduction d'une communication présentée lors de la conférence *When does democracy make sense? Political economy and political rights in the third world* organisée par l'AKUT, Uppsala, 26-28 octobre 1989.
- FAYE Jean-Pierre. 1972. *Langages totalitaires*. Hermann, Paris.

Résolang

Revue publiée par les **Revue**s de l'Université d'Oran

Numéros parus

N° 1 – 1er semestre 2008

N° 2 – 2e semestre 2008

N° 3 – 1er semestre 2009

N° 4 – 2e semestre 2009

N° 5 – 1er semestre 2011

N° 6/7 – 2e semestre 2011

N° 8 – 1er semestre 2012

Hors série – novembre 2012

À paraître

N° 9 – 2e semestre 2012

Sommaires, appels à contribution, charte typographique :

<http://sites.univ-lyon2.fr/resolang/>

Achévé d'imprimé en novembre 2012
sur les presses de l'imprimerie Mauguin
18, place du 1er novembre, 09000 Blida

Composition : Anne-Marie Mortier

ISSN 1112-8550

IMPRIMÉ EN ALGÉRIE (*printed in Algeria*)

**Dire, écrire,
représenter, lire
l'Histoire**

Hadj MILIANI

Avant-propos

Écrire, raconter l'histoire : un questionnement complexe

Fatéma KADI-BAKHAÏ

Les Algériens et leur Histoire

Faouzia BENDJELID

La confluence des mémoires collective et individuelle
dans *L'Amante* de Rachid Mokhtari

Aïcha BOUABACI

Extraits du roman inédit *Les Secrets de la cigogne* :

– « La guerre est finie »

– Des soldats germaniques à Saïda

Miloud Pierre BENHAIMOUDA

Histoire et romans policiers d'Algérie

Bouziane BEN ACHOUR

Écrire le roman : écrire c'est pervertir le réel

Denise BRAHIMI

La guerre d'Algérie dans le film *Hors-la-loi*

Abdelkader GHELLAL

Ma destinée était écrite quelque part

Daho DJERBAL

De la difficile écriture de l'histoire d'une société (dé)colonisée.

Interférence des niveaux d'historicité et d'individualité historique

Hamid GRINE

Le présage

Abdellali MERDACI

Mohammed Dib dans l'Algérie coloniale :

Variations sur l'auteur

ISSN 1112-8550